

Après le "non" irlandais, la solution est proche

Article rédigé par *Georges Berthu**, le 16 juin 2008

Le non irlandais au traité de Lisbonne est sans appel : malgré le déchaînement des pressions de tout genre, nationales et internationales, 53,4 % de votes non, 33 circonscriptions sur 43, avec un taux de participation élevé pour l'Irlande – deux caractères que l'on retrouvait déjà en 2005 dans les référendums français et néerlandais.

Il est clair aussi que la plupart des peuples d'Europe, si d'aventure ils étaient consultés, répondraient à peu près la même chose.

Il n'y a qu'une conclusion à en tirer : les peuples ne veulent ni de la Constitution européenne, ni de ses succédanés, car ils ont compris que l'Europe supranationale en construction, hors de tout contrôle proche et direct des citoyens, néglige leur défense, piétine leurs valeurs, et finalement se retourne contre eux. Ils ne rejettent pas l'Europe en elle-même, ils rejettent cette forme d'Europe, et veulent en reprendre le contrôle.

Tout cela était hautement prévisible pour qui voulait bien écouter nos concitoyens sans se laisser assourdir par les dogmes fédéralistes. L'année dernière, ici-même dans Liberté politique (13 décembre 2007), nous doutions que, malgré le verrouillage massif opéré par les classes politiques, le traité de Lisbonne puisse être un jour adopté : Il nous paraît peu vraisemblable, écrivions-nous, qu'une réticence populaire aussi massive ne trouve pas un moyen de se frayer un chemin chez l'un au moins des 27 États membres, ou chez plusieurs. Eh bien, nous y sommes.

Qui peut ne pas voir désormais que les Français, comme tant d'autres, ne croient plus du tout à l'Europe telle qu'elle est, une Europe qu'ils avaient fondée pour qu'elle les défende mieux, à laquelle ils ont donné des pouvoirs dans ce but, et qui maintenant les galvaude?

La confiance en l'Europe est rompue. Et pis encore, les responsables politiques nationaux qui s'efforcent de défendre cette Europe discréditée y perdent eux-mêmes leur crédit. La délégitimation européenne se répercute ainsi sur les institutions nationales qui auraient pu servir de recours, et la rupture entre les citoyens et leurs représentants n'en est que plus grave.

Une Europe qui nous défende

Il faut absolument réagir, car dans ce monde globalisé plus dangereux que jamais, nous avons besoin d'une Europe qui nous défende. Il nous faut un acte éclatant et radical, montrant à tous, indiscutablement, que l'Europe change de direction.

Au lieu de cet acte salvateur, que voyons-nous ces derniers jours ? Des fédéralistes aigris qui nous expliquent que les Irlandais, après avoir reçu tant d'aides européennes, se montrent égoïstes et ingrats. Ces affirmations sont vraiment injustes. Car ceux qui ont suivi la campagne irlandaise de près savent bien que l'argument le plus fréquent était celui de la souveraineté : Nous n'avons pas résisté cinq siècles à la domination anglaise pour plier maintenant devant les bureaucrates de Bruxelles. La pseudo-explication par l'égoïsme et la cupidité, dont se repaissent les fédéralistes, leur nuit à eux-mêmes au premier chef, car elle les rend incapables d'analyser les vrais enjeux, et elle les disqualifie.

Les Irlandais n'ont pas lu le traité de Lisbonne répètent aussi les mêmes aigris. Mais qui l'a bien lu ? Ceux qui ont voté oui pas plus que les autres. En vérité, les Irlandais qui ont refusé Lisbonne n'ont sans doute pas lu

chaque article mot à mot, mais ils ont parfaitement compris la direction générale, tout simplement parce que cette direction générale, ils la sentent dans leur vie quotidienne. C'est en cela qu'une vraie démocratie est irremplaçable, n'en déplaise aux fédéralistes.

Enfin, on nous soutient encore qu'il faudrait poursuivre les ratifications du traité de Lisbonne parce qu'il n'y a pas d'autre Europe possible . Si c'était vrai, ce serait désespérant. Et beaucoup répondraient sans doute : Alors, il vaut mieux pas d'Europe du tout que cette Europe qui nous trahit. Mais heureusement, ce n'est pas vrai.

Il y a bien une autre Europe, mais encore faudrait-il que les fédéralistes sortent de leur tour d'ivoire, qu'ils écoutent et regardent les réalités autour d'eux. Qu'ils comprennent que le général de Gaulle n'émettait peut-être pas une idée absurde lorsqu'il voulait faire du Compromis de Luxembourg la clé de voûte des institutions européennes, parce qu'il y voyait le meilleur moyen d'établir un lien direct entre l'Europe et chaque peuple. Ce Compromis ne peut pas être transposé tel quel dans une Europe à 27 ou 30 membres ? Bien sûr, modifions-le, transformons-le en un droit de ne pas participer , restaurons ainsi la valeur des démocraties nationales, et conservons son esprit. C'est l'essentiel.

Le Compromis de Luxembourg modernisé ne risquerait-il pas de produire une Europe à la carte ? Assez d'épouvantails ! Si c'est une Europe efficace, proche de ses peuples, respectueuse des identités comme des démocraties nationales, ce sera bien suffisant.

Alors courage, MM. les chefs d'État et de gouvernement ! La solution est peut-être proche si vous le voulez bien.

*Georges Berthu est ancien député européen.

Pour en savoir plus : Georges Berthu, Retour de la Constitution : les Vingt-Sept ont signé le nouveau traité européen, Décryptage, 13 décembre 2007.

Voir aussi François de Lacoste Lareymondie, Petite Irlande, grands effets, Décryptage, 13 juin 2008.

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à l'auteur